



1978

**«Cessons de vouloir bâtir nos villes hors de la ville
nos déclare Antoine Grumbach»**

Le Monde, 18 octobre 1978, page 2

idées

UN ENTRETIEN AVEC UN JEUNE ARCHITECTE

« Cessons de vouloir bâtir nos villes hors de la ville »
nous déclare Antoine Grumbach

Auteur de plusieurs recherches sur l'histoire des villes, enseignant dans une unité pédagogique d'architecture parisienne, Antoine Grumbach, trente-six ans, est de ces architectes qu'on remarque dans les concours, qu'on consulte de temps en temps (et tout dernièrement pour l'aménagement des Halles), qu'on lit dans les revues internationales, et à qui l'absence de travail sur le terrain a donné le temps de réfléchir à leur art.

« Au moment où les citadins sont, par force, de plus en plus nombreux, s'élève la revendication d'une maison bien à soi et un grand désir de fuite hors des villes. Pourquoi ?

— On confond généralement la ville et l'agglomération. Venir habiter à la ville parce qu'on y est obligé n'est malheureusement pas venir en ville, mais dans une agglomération, et plus souvent, dans sa banlieue. La critique portée à la ville au nom de la nostalgie de la nature n'est pas incompatible avec une nostalgie de la ville qui est faite de rues, de places, et qui favorise une vie quotidienne moins difficile. La critique de l'agglomération est violente, radicale et généralement désespérée. Les gens sont incapables de concevoir ce que pourrait être autrement.

» L'apologie de la maison individuelle est une hypocrisie savamment entretenue qui ne résout aucun problème. Pour les gens qui possèdent une résidence secondaire, leur « maison », c'est la résidence secondaire. Ils logent en ville et « habitent » dans leur maison. Pourtant le mouvement vers la campagne restera marginal. Ce n'est pas parce que les écologistes crient le plus fort qu'ils ont raison. Il faut faire avec la ville.

— Comment tirer les banlieues du vide, leur donner une forme, des points de repère, des « monuments » peut-être ?

— Le développement urbain a occupé le territoire d'une façon très distendue, très lâche. Au nom d'une idéologie : la pureté de l'air, l'hygiène. On se trouve maintenant confronté à une situation où la construction d'un nouveau bâtiment est chaque fois plus compliquée, plus coûteuse,

mal reliée. Economiser le prix des terrains conduit à se ruiner pour combler le manque de ville. C'est oublier que les villes se sont toujours bâties sur elles-mêmes, notamment par le jeu de la spéculation foncière. Les grandes opérations d'urbanisme menées depuis la guerre enserrant de gigantesques espaces vides, propriétés de la collectivité publique et, de ce fait, juridiquement inconstructibles ; cette situation condamne à l'errance, à la recherche de terrain où planter sa tente de nomade en béton, elle empêche que se joue ce que j'appelle « la ville sur la ville ».

» Cette perspective constitue pourtant un immense enjeu politique et culturel. Ou bien notre société prend l'énorme responsabilité d'abandonner l'idée de ville, ou bien elle la revendique. Dans ce dernier cas, il faut aussi donner les moyens de bâtir à l'intérieur de ces immenses « nulle-part » que sont les grands ensembles issus des principes de la charte d'Athènes. C'est moins en cherchant à inventer de nouvelles formes urbaines qu'en complétant l'agglomération existante sur elle-même qu'on réalisera ces accumulations surprenantes que sont les villes. Il faut « urbaniser » les grands ensembles en réalisant des continuités urbaines, insérer des places, ordonner les rues et créer des chemins de traverse.

— Construire ?

— Oui, mais plutôt dans le sens de bricoler une forme urbaine plutôt qu'à construire de nouveaux objets.

— Comment le faire accepter par des habitants qui ont déjà le sentiment d'être les uns sur les autres ?

— Dans une rue, à Paris, dans une petite ville de province, Villeneuve-sur-Lot par exemple, les gens qui habitent sur une place n'ont pas le sentiment de la promiscuité. L'étroite correspondance entre la forme de la ville et la forme des maisons, l'évidence de ce qui paraît avoir toujours été là s'impose. Evidence partagée par tous ceux qui habitent, bâtissent ou administrent.

— Pourquoi a-t-on perdu ce sens de l'évidence ?

— Parce que l'architecture est victime de la mode et qu'on la somme de produire du « jamais vu ». Aujourd'hui, par une sorte de contamination des réflexes de la société de consommation, architectes et maîtres d'ouvrage s'efforcent de produire de la différence. Il me semble que l'essentiel est à l'opposé, être indifférent à la différence. Toute la rhétorique architecturale s'est fondée sur des modes de composition qui s'appuient sur des systèmes d'axes, d'ordonnances, de répétition, de symétrie. Aujourd'hui, ce sont les figures de la rhétorique, autrefois parasites et marginales, qui vont composer le bagage intellectuel et pratique des architectes.

» Ainsi l'addition, la superposition, la combinaison, la citation, la substitution deviennent des formes d'intervention architecturale courantes. Toute la mentalité des architectes et des maîtres d'ouvrage est perturbée. On ne peut plus faire table rase de ce qui existe. Et cela a des incidences sur le plan technique et économique. Les énormes consortiums du secteur du bâtiment sont aujourd'hui incapables de bâtir la ville sur la ville : construire un immeuble entre deux mitoyens dans une « dent creuse », ou doubler une barre dans un grand ensemble afin de créer une rue. C'est plus un travail de chirurgie esthétique que de table rase sur lequel se construirait un monde nouveau.

» Même dans les secteurs sauvegardés, les quartiers protégés des villes anciennes, il faut trouver tous les moyens d'introduire une complexité, une réappropriation et un détournement des signes. Tous les « rajouts » que l'on a supprimés dans le Marais, il va falloir essayer de les réinventer sous peine de mourir d'ennui. Dans beaucoup d'opérations de sauvegarde, on a considéré que le plus urgent était le curetage. Il fallait que ce soit propre derrière. Il n'y a plus de cour, plus de corps et on y substitue une tartine de gazon. Une analyse purement esthétique et for-

melle de la ville ancienne a conduit à supprimer ce qui était la vie, l'artisanat par exemple. L'esthétique a un corollaire économique et les catégories sociales les plus vulnérables ont été chassées. Paradoxalement, au moment où l'on essaie de bâtir la ville sur la ville, dans les banlieues, les centres sont vidés au nom de leur sauvegarde. Les vieux quartiers sont le lieu d'une sédimentation historique composant un énorme collage.

— L'œil est habitué aux collages d'architecture des siècles précédents, Moyen Age, XVII^e, XIX^e. Mais dès qu'aujourd'hui on veut construire entre deux mitoyens, l'opinion s'indigne, prend peur.

— Cela se comprend dans la mesure où les immeubles modernes se fichent de la forme de la ville. Le client, public ou privé, est absolument indifférent à l'idée que son bâtiment complète la ville au même titre qu'il répond à des usages précis. Au besoin de logements, d'une école, ou d'un hôtel des impôts répond une commande faite en fonction du confort des utilisateurs, selon des règlements souvent absurdes. Une énorme réflexion est consacrée à la rédaction de ces règlements. Aucune pour poser le problème de la relation entre un bâtiment et la ville. C'est pourtant une chose qui nous concerne tous. Au XIX^e siècle, les architectes se pliaient à des règlements élémentaires — des balcons au deuxième et au cinquième étage, par exemple, — ce qui donne aux boulevards haussmanniens une qualité évidente. Pour construire un hôtel des impôts, tout ce que demande l'administration c'est que son personnel puisse y travailler dans de bonnes conditions. Je rêve du jour où un maire dira : « Je refuse cette école ou cet hôtel des impôts parce qu'il rend un service mais n'apporte aucune qualité supplémentaire à l'identité et à l'usage collectif de la ville. »

» La situation devient dramatique. Chaque fois qu'un bâtiment public est construit, il est refusé. Sa présence gêne. C'est l'insatisfaction générale. Il y eut un moment où faire la ville était délibéré. La chose publique s'exprimait dans des apparences codifiées. L'hôtel de ville avait ses colonnes corinthiennes et le palais de justice un grand escalier. Aujourd'hui, un collège, un bureau de poste, une mairie, un hôpital se confondent tous. Ils expriment seulement une technique, la trame, en métal ou en béton. Les architectes qui savent qu'un bâtiment se voit sont devant une tâche difficile, presque insurmontable. De fait, devant le vide institutionnel, ils doivent assumer une représentation des institutions face à l'indifférence et à la myopie des maîtres d'ouvrage.

— ... Et ils sont souvent tentés de se faire remarquer à tout prix.

— Oui, ils tombent dans l'excès contraire. En voulant critiquer la référence à la technique, ils font des ronds, des losanges ou peinturlurent la façade en jaune... La ville n'est pas une collection de danseuses étoiles. L'agressivité de l'apparence de certains bâtiments conduirait presque à faire l'apologie de la banalité. Pour transformer cette situation, il faut réinventer et donner sa place à un outil qui a fait ses preuves dans la constitution de la ville : l'art urbain. Composé de règles plus que de règlements, cet outil pose la présence du domaine public comme une contrainte collective. Les vides de la ville deviennent le squelette sur lequel se greffent toutes les réalisations au lieu d'être l'espace résultant des décisions prises pour les bâtiments qui les bordent. Les habitants, les élus, les services techniques et l'administration partagent ainsi une idée de ville.

— Qui assurera cette mission d'assistance à la « permanence » des villes ? Les architectes ? Dans quelles conditions ?

— Je crois qu'il est essentiel de mettre en place une pluralité de modes d'exercice du métier d'architecte. L'architecture doit devenir un service public, soucieux de la qualité de la forme urbaine et des vides de l'espace

autant que des aménagements intérieurs. Si l'importance de l'environnement est bien celle que reflètent les débats électoraux, il faut prendre des mesures similaires à ce que fut la scolarisation en France au dix-neuvième siècle. De même que Jules Ferry a installé un instituteur dans chaque commune, le mot d'ordre aujourd'hui devrait être « un architecte dans chaque commune ».

» Vous mesurez toutes les conséquences que cela entraîne, tant sur l'enseignement de l'architecture que sur le passage d'un mode d'exercice traditionnellement libéral à celui dominant du salariat. Pour ce qui est du salariat, je ne vois pas pourquoi on crie à la trahison à l'idée qu'un architecte dépendrait d'un maître d'ouvrage quand on sait les contorsions qu'il faut faire pour garder son client. Chez les journalistes existe la clause de conscience, pourquoi pas pour les architectes salariés ?

» D'autre part, en ce qui concerne l'enseignement et la recherche, je pense que des solutions identiques à ce que sont les CHU en médecine devraient pouvoir être trouvées. Une part de la commande publique serait confiée à de tels établissements. L'aide à la première œuvre et l'avance sur recettes en architecture, pourquoi pas ? Tout cela est peut-être chimère, mais si l'on ne s'acharne pas à transformer et à trouver des formes pratiques nouvelles, nous nous enfermerons de plus en plus comme les premiers chrétiens dans les catacombes, où nous entretiendrons la croyance en l'architecture. Déjà circulent comme de véritables *samizdat* des textes qui témoignent que la ville et l'architecture sont liées et qu'une nouvelle franc-maçonnerie entend le faire savoir et trouver les mots pour le dire, même au prix de supprimer les architectes au nom de l'architecture. »